

No. 4675

**FRANCE
and
BRAZIL**

**Exchange of letters (with annex) constituting a redemption
agreement. Rio de Janeiro, 4 May 1956**

Official texts: French and Portuguese.

Registered by France on 12 February 1959.

**FRANCE
et
BRÉSIL**

**Échange de lettres (avec annexe) constituant un accord de
rachat. Rio de Janeiro, 4 mai 1956**

Textes officiels français et portugais.

Enregistré par la France le 12 février 1959.

N^o 4675. ÉCHANGE DE LETTRES CONSTITUANT UN ACCORD DE RACHAT¹ ENTRE LA FRANCE ET LE BRÉSIL. RIO DE JANEIRO, 4 MAI 1956

I

AMBASSADE DE FRANCE AU BRÉSIL

N^o 51

Rio de Janeiro, le 4 Mai 1956

Monsieur le Ministre,

À la suite des conversations intervenues à Rio de Janeiro entre les représentants des Gouvernements brésilien et français et ceux de l'Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières, en vue de parachever l'exécution de l'Accord du 8 Mars 1946, complété par l'Accord du 14 Juillet 1951, en ce qui concerne le rachat des titres d'emprunts publics brésiliens émis en France et la solution des questions financières pendantes entre, d'une part, des collectivités brésiliennes de droit public et privé et, d'autre part, des créanciers français, j'ai l'honneur de confirmer l'accord du Gouvernement français et de l'Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières sur les dispositions suivantes :

Article 1

I.— Dans un délai de 15 jours à compter de la date de signature du présent accord, par débit du compte « F-295 — Gouvernement brésilien — accord du 14 Juillet 1951 », dont le solde actuel est de 1.415.654.957 francs (un milliard quatre cent quinze millions six cent cinquante quatre mille neuf cent cinquante sept francs) et par crédit d'un compte spécial « Accord de rachat franco-brésilien de 1956 » ouvert à cette fin chez la Banque de France, le Gouvernement français mettra une somme de 424.497.346 francs (quatre cent vingt quatre millions quatre cent quatre-vingt dix-sept mille trois cent quarante six francs) à la disposition du Gouvernement brésilien, pour permettre à celui-ci de reprendre, par l'entremise de l'Association Nationale des Porteurs français de Valeurs Mobilières et de la Banque du Brésil S.A., les opérations de rachat des titres restant en circulation des emprunts de l'Union Fédérale des États et des Municipalités mentionnés dans l'Annexe I².

II.— Il appartiendra au Gouvernement brésilien de procéder aux mouvements de ce compte spécial et d'autoriser les opérations nécessaires à l'approvisionnement de l'Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières et de la Banque du Brésil, ces deux organismes devant, en fin de chaque mois, fournir la justification de l'emploi des provisions.

¹ Entré en vigueur le 4 mai 1956 par l'échange desdites lettres.

² Voir p. 345 de ce volume.

III.— La provision initiale de l'Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières sera de 100.000.000 francs (cent millions de francs) et sera suivie de provisions complémentaires de 50.000.000 francs (cinquante millions de francs) toutes les fois que le solde aux mains de l'Association sera inférieur, selon les justifications, au montant de 50.000.000 francs (cinquante millions de francs).

IV.— En cas d'insuffisance du montant de 424.497.346 francs (quatre cent vingt quatre millions quatre cent quatre-vingt dix-sept mille trois cent quarante six francs), visé à l'alinéa 1, pour faire face au rachat des titres présentés, l'approvisionnement complémentaire en francs au crédit du compte « Accord de rachat franco-brésilien de 1956 » sera effectué par le Gouvernement brésilien par des transferts dont la contrevaletur en cruzeiros sera constituée en premier lieu par le débit du compte « Accord franco-brésilien de 1951 » existant chez la Banque du Brésil S.A. à Rio de Janeiro.

Article 2

I.— Le rachat des titres des emprunts visés à l'Article 1, qui restent en circulation, sera effectué, en ce qui concerne les porteurs résidant dans la zone franc, telle qu'elle est définie par l'accord de paiement actuellement en vigueur, par l'entremise de l'Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières, aux prix de rachat en francs français déterminés par les Accords de 1946 et 1951, mentionnés en annexe, lesquels seront affectés de l'indice de revalorisation (2,938542324) appliqué par le Gouvernement français au solde, au 8 Mars 1950, du compte « Fonds de liquidation », conformément aux dispositions établies dans les alinéas *b* et *c* de l'Article 7 du premier accord de rachat. Pour les porteurs résidant hors de la zone franc, le paiement sera effectué en cruzeiros, au Brésil, par l'entremise de la Banque du Brésil S.A., et la conversion des francs français en cruzeiros sera faite au taux officiel à la date de signature de l'accord.

II.— Le prix de rachat s'applique aux titres munis de tous les coupons échus et non payés et de tous les coupons à échoir.

III.— Les rachats sur les bases susvisées seront effectués au débit des approvisionnements visés à l'alinéa II de l'Article 1 pendant un délai de deux ans à compter de la signature de l'Accord. Passé ce délai, le solde qui subsisterait au compte « Accord de rachat franco-brésilien de 1956 » et chez l'Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières, seront immédiatement transférés par la Banque de France à Rio de Janeiro, par l'intermédiaire du compte libre de la Banque du Brésil S.A.

IV.— Le Gouvernement brésilien s'engage à racheter en cruzeiros, au Brésil, pendant trois ans et au maximum pour les prix fixés par le présent accord, les titres qui n'auraient pas été présentés pendant le délai visé à l'alinéa précédent.

V.— Le Gouvernement brésilien paiera par débit du compte « Accord de rachat franco-brésilien de 1956 » à l'Association Nationale et à la Banque du Brésil S.A. les commissions et frais habituels nécessaires à l'exécution du présent accord.

VI.— Il appartiendra au Ministère brésilien des Finances, par l'entremise du Conseil Technique de l'Économie et des Finances, de mettre au point avec l'Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières, les modalités d'application des

rachats visés dans le présent article, ledit Conseil technique et la Comptabilité publique étant chargés de vérifier l'utilisation des fonds restés en France à la date de clôture du compte : « Fonds de Liquidation » créé par l'accord de rachat du 8 mars 1946. Il appartiendra au Ministère des Finances et des Relations Extérieures de prendre les mesures nécessaires à la vérification et à l'incinération des titres rachetés.

Article 3

I.— Compte tenu de l'impossibilité constatée à ce jour d'un arrangement entre les parties directement intéressées, le Gouvernement brésilien et le Gouvernement français signeront deux compromis d'arbitrage pour déterminer :

- 1) En ce qui concerne la Compagnie Port de Parà, la valeur de l'indemnisation due par le Gouvernement fédéral pour l'incorporation de cette Compagnie au Patrimoine national brésilien.
- 2) En ce qui concerne la Compagnie du Chemin de fer São Paulo — Rio Grande, la valeur actuelle de rachat des obligations 5% de 500 francs (cinq cents francs), nominal, émises par la Compagnie et encore en circulation.

La signature du premier compromis d'arbitrage interviendra dans les soixante jours de la notification, par le Gouvernement français au Gouvernement brésilien, de l'autorisation de la Compagnie Port de Parà.

La signature du deuxième compromis d'arbitrage interviendra dans les soixante jours de la notification, par le Gouvernement français au Gouvernement brésilien, d'une part de l'autorisation des représentants des obligataires de la Compagnie du Chemin de fer São Paulo — Rio Grande et, d'autre part, d'une déclaration formelle de la Compagnie prenant acte de l'arrangement relatif à la liquidation directe, par le Gouvernement brésilien, de cette dette obligataire, laquelle, selon le décret-loi n° 2073 du 8 Mars 1940 est la seule reconnue par le Gouvernement brésilien.

II.— Chaque compromis d'arbitrage mentionnera les noms des arbitres et la nature exacte des questions soumises à leur appréciation, aussi bien que les conditions de rémunération dont le quantum sera déduit de la valeur à payer à la Compagnie du Port de Parà et aux obligataires de la Compagnie de Chemin de fer São Paulo — Rio Grande. Les arbitres devront se réunir à Rio de Janeiro dans un délai de trente jours à compter de leur désignation.

III.— Le Ministère brésilien des Finances, par l'entremise de ses organismes juridiques et techniques, fera le nécessaire pour faciliter aux arbitres l'examen des archives et de la documentation nécessaires.

IV.— Dans le cas où les deux arbitres de chaque question se trouveraient, après un délai de 120 jours, à compter de leur désignation, dans l'impossibilité d'aboutir à un accord, les Gouvernements brésilien et français, de commun accord et dans le courant du mois suivant, désigneront un tiers-arbitre conciliateur. Si les deux Gouvernements n'arrivaient pas à un accord sur le choix de l'arbitre conciliateur, ils solliciteront du Président de la Cour Internationale de Justice la désignation d'un tiers arbitre dans le délai de soixante jours.

V.— Le tiers-arbitre s'efforcera d'établir un accord entre les deux premiers arbitres et ce n'est que dans l'impossibilité d'une solution conciliatrice qu'il fera connaître sa propre décision finale dans un délai de 180 jours à compter de sa désignation.

VI.— Une fois rendues les décisions finales visées aux paragraphes ci-dessus, le Gouvernement brésilien, pour leur exécution, procédera immédiatement aux demandes de crédits budgétaires nécessaires, par message au Pouvoir Législatif.

VII.— Il est entendu que les arbitres désignés pour résoudre la question de la Compagnie de Chemin de fer São Paulo — Rio Grande auront la faculté, dans les 45 jours suivant leur désignation, de décider de l'opportunité de déterminer un acompte à valoir sur l'indemnisation définitive des obligataires.

Compte tenu des dispositions du décret-loi n° 2.073 du 8 Mars 1940 et de celles qui figurent dans les accords antérieurs de 1946 et 1951, les disponibilités nécessaires pour faire face au paiement de cet acompte seront prélevées sur le solde de Frs : 991.157.611 (neuf cent quatre-vingt onze millions cent cinquante sept mille six cent onze francs), existant alors chez la Banque de France au compte « F-295 — Gouvernement brésilien — accord du 14 Juillet 1951 », le paiement devra être effectué moyennant apposition d'une estampille sur les obligations, par l'établissement bancaire choisi par le Gouvernement brésilien, en accord avec l'Association Nationale, cette opération étant contrôlée par des représentants du Gouvernement brésilien.

Il appartiendra au Gouvernement brésilien de procéder aux mouvements de ce compte « F-295 — Gouvernement brésilien — Accord du 14 Juillet 1951 » et d'autoriser, pour les fins prévues dans le présent alinea, les virements nécessaires pour l'approvisionnement de l'Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières, le versement initial devant être de 200.000.000 francs (deux cent millions de francs) et devant être complété par des versements complémentaires de 100.000.000 francs (cent millions de francs) chaque fois que le solde aux mains de l'Association Nationale sera inférieur, selon justification, au montant de 100.000.000 francs (cent millions de francs).

Article 4

Compte tenu des arrangements qu'il a passés avec la Superintendance des entreprises incorporées au Patrimoine national afin de déterminer les modalités de liquidation des dettes, d'un montant global en principal, de 5.683.245,90 cruzeiros (cinq millions six cent quatre-vingt trois mille deux cent quarante cinq cruzeiros quatre-vingt dix centavos), de cet organisme à l'égard de la Chase National Bank of the City of New York, de la Brazil Railway Cie et de l'une de ses filiales, la Compagnie du Port de Rio de Janeiro, le Gouvernement brésilien s'engage, en vue d'effectuer le paiement de ces dettes dans les conditions visées dans le « procès-verbal sur la remise des titres » daté du 28 Octobre 1949 signé par la Superintendance, à faire le nécessaire pour présenter les demandes requises de crédit au Pouvoir Législatif le 1^{er} Juillet 1956 si, à cette date, ce paiement n'était pas intervenu par les soins de la Superintendance.

Article 5

Le Gouvernement français fera tout ce qui est en son pouvoir pour que le compromis d'arbitrage signé le 10 Avril 1952 pour la détermination de la valeur de rachat des obligations de la Compagnie Victoria-Minas visées dans le décret-loi n° 4.352 du 1^{er} Juin 1952 soit mis à exécution dans un délai de 18 mois à compter de la signature du présent accord.

Article 6

Le Gouvernement français et l'Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières s'engagent à ne pas appuyer, à l'avenir, les réclamations éventuelles, non fondées sur le présent accord, que prétendraient faire valoir auprès du Gouvernement brésilien ou d'une autre autorité publique brésilienne, les porteurs de titres visés dans l'annexe et les Compagnies et obligataires visés dans les articles antérieurs.

La présente lettre et celle de Votre Excellence de même date et de teneur identique constituent l'accord entre nos deux Gouvernements sur les questions en cause.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

Bernard HARDION
Ambassadeur de France au Brésil

Son Excellence Monsieur José Carlos de Macedo Soares
Ministre des Relations Extérieures
Palais Itamaraty
Rio de Janeiro

DETTE EXTÉRIEURE BRÉSILIENNE
(Union, États et Municipales)

Emprunts en Francs Français

		<i>Valeurs en francs</i>	
		<i>Circulation actuelle</i>	<i>Prix de rachat par titre</i>
1. Union	1909	17.610.000	2.500
2. Union	1910	34.305.000	2.500
3. Union	1911	27.615.000	2.500
4. Union - G.	1916	13.850.000	2.500
5. Union - V.M.	1922	13.850.000	2.500
6. Union Itapura-Corumba	1908/9	10.133.000	500
7. Union — Funding 20 ans	1931	14.805.450	*1.000
8. Union — Funding 40 ans	1931	24.704.680	*800
9. Amazonas	1906	12.865.050	275
10. Amazonas	1915	4.379.475	150
11. Maranhão	1910	3.803.400	600
12. Ceará	1910	3.347.500	650
13. Rio Grande do Norte	1910	1.400.500	500
14. Pernambuco	1909	7.677.900	900
15. Alagoas	1909	3.266.450	275
16. Bahia	1888	1.619.000	500
17. Bahia	1910	7.338.600	600
18. Espirito Santo	1908	1.208.625	825
19. Parana	1905	1.266.300	900
20. Parana	1913	2.023.700	700
21. Parana	1916	855.000	300
22. Minas Gerais	1907	1.912.500	1.500
23. Minas Gerais	1910	8.480.000	1.000
24. Minas Gerais	1911	4.374.000	1.000
25. Minas Gerais	1916	2.244.000	500
26. Salvador	1905	4.293.500	500

* Prix du titre de 500 francs français.

II

[PORTUGUESE TEXT — TEXTE PORTUGAIS]

DE/DAI/22/821.2(85)

Em 4 de maio de 1956

Senhor Embaixador,

Como resultado dos entendimentos realizados no Rio de Janeiro entre representantes dos Governos da França e do Brasil e da « Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières », e a fim de atualizar as estipulações do Acôrdo de Resgate de 8 de março de 1946, completado pelo de 14 de julho de 1951, para o pagamento dos títulos dos empréstimos públicos brasileiros emitidos na França e a solução de questões financeiras pendentes entre entidades públicas e particulares brasileiras e credores francêses, tenho a honra de comunicar a Vossa Excelência a conformidade do Govêrno brasileiro com o que se segue :

Artigo I

I — O Govêrno francês colocará à disposição do Govêrno brasileiro, no prazo de 15 dias a contar da data da assinatura dêste acôrdo, a débito da conta « F-295 — Gouvernement Brésilien — Accord du 14 Juillet 1951 », atualmente com o saldo de Frs. 1.415.654.957 (um bilhão, quatrocentos e quinze milhões seiscentos e cinquenta e quatro mil, novecentos e cinquenta e sete francos), e a crédito de uma conta especial « Acôrdo de Resgate Franco-Brasileiro de 1956 », a ser aberta para êsse fim na « Banque de France », a quantia de Frs. 424.497.346 (quatrocentos e vinte e quatro milhões, quatrocentos e noventa e sete mil, trezentos e quarenta e seis francos) para prosseguimento, por intermédio da « Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières » e do Banco do Brasil S/A, do resgate dos títulos restantes em circulação dos empréstimos da União, Estados e Municípios relacionados no quadro anexo.

II — A movimentação desta conta especial será da competência do Govêrno brasileiro que autorizará os necessários suprimentos à « Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières » e ao Banco do Brasil S/A os quais, ao fim de cada mês, fornecerão ao Govêrno brasileiro os demonstrativos das aplicações efetuadas.

III — O suprimento inicial à « Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières » será de Frs. 100.000.000,00 (cem milhões de francos), a ser reforçado por novos adiantamentos no valor de Frs. 50.000.000,00 (cinquenta milhões de francos) sempre que o saldo em poder da mesma « Association », comprovadas as aplicações, seja inferior a esta importância.

IV — Se a quantia de Frs. 424.497.346 (quatro-centos e vinte e quatro milhões, quatrocentos e noventa e sete mil, trezentos e quarenta e seis francos), referida no item I, não bastar para atender aos resgates dos títulos que venham a ser apresentados, transferirá o Govêrno brasileiro para a « Banque de France », para crédito da conta « Acôrdo de Resgate Franco-Brasileiro de 1956 », as importâncias em francos francêses ainda necessárias e cujo equivalente em cruzeiros será levado a débito, inicialmente, da conta « Acôrdo de Resgate Franco-Brasileiro de 1951 » existente no Banco do Brasil S/A no Rio de Janeiro.

Artigo II

I — O resgate dos títulos que restam em circulação dos empréstimos referidos no artigo I será realizado para os portadores residentes na zona franco caracterizada no Acôrdo de Pagamentos Franco-Brasileiro atualmente em vigor, por intermédio da « Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières », aos mesmos preços de resgate em francos franceses vigentes nos Acordos de Resgate Franco-Brasileiro de 1946 e 1951 e constantes do quadro anexo, multiplicados êsses preços pelo mesmo índice de revalorização (2,938542324) aplicado pelo Governo Francês em relação ao saldo existente em 8 de março de 1950 na conta « Fundo de Liquidação » e conforme as disposições estabelecidas nos itens *b* e *c* do artigo VII daquele primeiro Acôrdo de Resgate. Para os não residentes na zona franco, o pagamento será efetuado em cruzeiros, no Brasil, por intermédio do Banco do Brasil S/A, feita a conversão dos Francos franceses a cruzeiros à taxa oficial do dia da assinatura dêste Acôrdo.

II — O preço de resgate é referente aos títulos com todos os coupons vencidos e não pagos e os coupons a vencer.

III — Os resgates nas bases acima mencionadas serão efetuados a débito dos suprlmentos referidos no item II do artigo I e pelo prazo de 2 (dois) anos a contar da data da assinatura dêste Acôrdo. Expirado êste prazo, o saldo porventura existente na conta « Acôrdo de Resgate Franco-Brasileiro de 1956 » e o em mãos da « Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières » serão imediatamente transferidos pela « Banque de France » para o Rio de Janeiro por intermédio da conta livre do Banco do Brasil S/A.

IV — O Governo brasileiro se obriga a resgatar, em cruzeiros, no Brasil e sòmente durante (3) três anos, e no máximo pelos preços fixados no presente Acôrdo, os títulos que não tiverem sido apresentados no prazo estabelecido no item III.

V — O Governo brasileiro pagará, ainda a débito da conta « Acôrdo de Resgate Franco-Brasileiro de 1956 », à « Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières » e ao Banco do Brasil S/A as comissões e despesas habituais necessárias à execução dêste Acôrdo.

VI — O Ministério da Fazenda do Brasil, por intermédio do Conselho Técnico de Economia e Finanças, ajustará com a « Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières » as medidas necessárias à realização dos resgates referidos neste artigo, cabendo ainda ao referido órgão e à Contadoria Geral da República efetuar o controle da utilização dos fundos que permaneceram em França à data do encerramento da conta « Fundo de Liquidação » criada peló Acôrdo de Resgate de 8 de março de 1946. Os Ministérios da Fazenda e das Relações Exteriores deverão promover oportunamente a verificação e incineração dos títulos que forem sendo resgatados.

Artigo III

I — Tendo em vista a impossibilidade, até o presente verificada, de um entendimento entre as partes diretamente interessadas, o Governo brasileiro e o Governo francês assinarão dois compromissos de arbitramento para determnar :

1º — No que se refere à Companhia Port of Pará:— o valor da indenização devida pelo Governo Federal pela incorporação dessa Companhia ao Patrimônio Nacional Brasileiro; e

2º — No que se refere à Companhia Estrada de Ferro São Paulo - Rio Grande:— o valor atual para resgate das obrigações de 500 francos nominais, a 5%, emitidas pela Companhia e ainda em circulação.

A assinatura do 1º compromisso de arbitramento será realizada no prazo de 60 (sessenta) dias a contar da comunicação pelo Governo francês ao Governo brasileiro de estar devidamente autorizado pela Companhia Port of Pará.

A assinatura do 2º compromisso de arbitramento será efetuada no prazo de 60 (sessenta) dias a contar da comunicação pelo Governo francês ao Governo brasileiro de estar devidamente autorizado pelos representantes dos obrigacionistas da Companhia Estrada de Ferro São Paulo - Rio Grande e de ter recebido uma declaração formal desta Companhia informando ter tomado conhecimento, sem quaisquer objeções, do entendimento relativo à liquidação direta pelo Governo brasileiro da dívida correspondente àquelas obrigações, a qual, nos termos do Decreto-lei nº 2.073, de 8 de março de 1940, é a única dívida reconhecida pelo Governo brasileiro.

II — Cada compromisso de arbitramento mencionará os nomes dos árbitros designados bem como a exata natureza da questão que lhes é submetida e as condições de remuneração cujo *quantum* será deduzido do valor a ser pago à Companhia Port of Pará e aos obrigacionistas da Companhia Estrada de Ferro São Paulo - Rio Grande. Os árbitros deverão reunir-se no Rio de Janeiro, no prazo de 30 dias a contar de sua designação.

III — O Ministério da Fazenda, por intermédio dos seus órgãos jurídicos e técnicos, providenciará seja facilitado aos árbitros o exame dos arquivos e documentação que forem julgados necessários.

IV — No caso de os dois árbitros de cada questão não chegarem a uma solução no prazo de 120 (cento e vinte) dias a contar de sua designação, os Governos brasileiro e francês, de comum acôrdo e no curso do mês seguinte, designarão um terceiro árbitro conciliador. Se os dois Governos não chegarem a acôrdo sôbre a escolha do árbitro conciliador, êles solicitarão ao Presidente da Côrte Internacional de Justiça que designe o terceiro árbitro no prazo de 60 (sessenta) dias.

V — O terceiro árbitro procurará estabelecer um acôrdo entre os dois primeiros, cabendo-lhe, sómente na impossibilidade de encontrar uma solução conciliatória, proferir decisão final no prazo de 180 (cento e oitenta) dias, a contar de sua designação.

VI — Proferidas as decisões finais mencionadas nos itens anteriores, o Governo brasileiro, para sua execução, providenciará imediatamente o encaminhamento de mensagem ao Poder Legislativo solicitando a concessão dos créditos necessários.

VII — Fica estabelecido que os árbitros designados para resolver a questão da Companhia Estrada de Ferro São Paulo - Rio Grande terão a faculdade, dentro de 45 dias a contar de sua designação, de decidir sôbre a oportunidade de determinar um adiantamento por conta da indenização a ser paga aos obrigacionistas. Tendo em consideração as disposições do decreto-lei nº 2.073, de 8 de março de 1940, e as incluídas nos anteriores acordos de resgate de 1946 e 1951, e para ocorrer a êsse adiantamento será utilizada parte do saldo de Frs. 991.157.611 (novecentos e noventa e um milhões, cento e cinquenta e sete mil, seissentos e onze francos) então existente na « Banque de France » na conta « F-295 Gouvernement Brésilien Accord du 14 Juillet 1951 » devendo o respectivo pagamento ser feito, mediante a aposição de carimbo indicador nas obrigações, por

estabelecimentos bancários escolhidos pelo Governo brasileiro de acôrdo com a « Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières » e controlada essa operação por representantes do Governo brasileiro. A movimentação da conta « F-295-Gouvernement Brésilien-Accord du 14 Juillet 1951 » será da competência do Governo brasileiro, que autorizará, para os fins dêste item, os necessários suprimentos à « Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières », sendo o inicial de Frs.200.000.000,00 (duzentos milhões de francos), a ser reforçado por novos adiantamentos no valor de Frs. 100.000.000,00 (cem milhões de francos), sempre que o saldo em poder da mesma « Association », controladas as aplicações efetuadas, seja inferior a essa importância.

Artigo IV

O Governo brasileiro, atendendo às condições referidas no « termo de entrega de títulos de 28 de outubro de 1949 » assinado pela Superintendência das Empresas Incorporadas ao Patrimônio Nacional e relativo aos débitos dessa Entidade com o « The Chase National Bank of the City of New York », com a « Brazil Railway Company » e também com uma das filiadas desta, a Companhia do Pôrto do Rio de Janeiro, no valor inicial global de CR\$5.683.245,90 (cinco milhões, seiscentos e oitenta e três mil, duzentos e quarenta e cinco cruzeiros e noventa centavos) de capital, tomará as providências necessárias a fim de que, até 1º (primeiro) de julho de 1956, seja encaminhada ao Poder Legislativo mensagem solicitando a abertura do crédito respectivo, se até então não tiver aquela Superintendência efetuado a devida liquidação.

Artigo V

O Governo francês envidará todos os esforços necessários para que, no prazo máximo de 18 (dezoito) meses a contar da data da assinatura dêste Acôrdo, seja efetivado o compromisso de arbitramento assinado em 10 de abril de 1952 para fixação do valor de resgate das obrigações da Companhia Estrada de Ferro Vitória a Minas referidas no Decreto-Lei nº 4.352, de 1 de junho de 1942.

Artigo VI

O Governo francês e a « Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières » comprometem-se a não apoiar no futuro, desde que não fundadas no presente acôrdo, as reclamações eventuais que portadores de títulos dos empréstimos incluídos no quadro anexo e Companhias e obrigacionistas referidos nos artigos anteriores pretendam fazer valer perante o Governo brasileiro ou outra autoridade pública brasileira.

2. A presente nota e a de Vossa Excelência, da mesma data e de idêntico teor, constituem acôrdo entre nossos dois Governos sôbre as questões em causa.

Aproveito a oportunidade para renovar a Vossa Excelência os protestos da minha mais alta consideração.

José Carlos DE MACEDO SOARES

A Sua Excelência o Senhor Bernard Hardion
Embaixador da França

DÍVIDA EXTERNA DO BRASIL
(União, Estados e Municípios)

Empréstimos em Frs. Francêses

<i>Empréstimos</i>	<i>Valores em francos</i>		
	<i>Circulação atual</i>	<i>Preços de resgate por título</i>	
1. União	1909	17.610.000	2.500
2. União	1910	34.305.000	2.500
3. União	1911	27.615.000	2.500
4. União - G	1916	13.850.000	2.500
5. União - V.M.	1922	8.482.500	2.500
6. União Itapura-Corumbá	1908/9	10.133.000	500
7. União-Funding 20 anos	1931	14.805.450	*1.000
8. União-Funding 40 anos	1931	24.704.680	*800
9. Amazonas	1906	12.865.050	275
10. Amazonas	1915	4.379.475	150
11. Maranhão	1910	3.803.400	600
12. Ceará	1910	3.347.500	650
13. Rio Grande do Norte	1910	1.400.500	500
14. Pernambuco	1909	7.677.900	900
15. Alagôas	1909	3.266.450	275
16. Bahia	1888	1.619.000	500
17. Bahia	1910	7.338.600	600
18. Espírito Santo	1908	1.208.625	825
19. Paraná	1905	1.266.300	900
20. Paraná	1913	2.023.700	700
21. Paraná	1916	855.000	300
22. Minas Gerais	1907	1.912.500	1.500
23. Minas Gerais	1910	8.480.000	1.000
24. Minas Gerais	1911	4.374.000	1.000
25. Minas Gerais	1916	2.244.000	500
26. Salvador	1905	4.293.500	500

* Preço do título de 500 f.f.

[TRADUCTION — TRANSLATION]

DE/DAI/22/821.2(85)

Le 4 mai 1956

Monsieur l'Ambassadeur,

À la suite de l'entente intervenue à Rio de Janeiro entre les représentants des Gouvernements français et brésilien et ceux de l'Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières, et en vue de donner effet aux dispositions de l'Accord de rachat du 8 mars 1946, complété par l'Accord du 14 juillet 1951, en vue du rachat des titres d'emprunts publics brésiliens émis en France et de la solution des questions financières pendantes entre, d'une part, des collectivités brésiliennes de droit public et privé et, d'autre part, des créanciers français, j'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence l'Accord du Gouvernement brésilien sur ce qui suit :

[*Voir lettre I*]

2. La présente note et celle de Votre Excellence de même date et de teneur identique constituent l'accord entre nos deux Gouvernements sur les questions en cause.

Je saisis, etc.

José Carlos DE MACEDO SOARES

Son Excellence Monsieur Bernard Hardion
Ambassadeur de France

III

AMBASSADE DE FRANCE AU BRÉSIL

N° 52

Rio de Janeiro, le 4 Mai 1956

Monsieur le Ministre,

Par un échange de lettres en date de ce jour, le Gouvernement brésilien et le Gouvernement français sont convenus d'un arrangement en vertu duquel est instituée, entre autres, une procédure d'arbitrage pour déterminer la valeur de rachat, par le Gouvernement brésilien, des obligations 5% de 500 francs, nominal, encore en circulation, de la Compagnie du Chemin de fer de São Paulo - Rio Grande.

Le Gouvernement français considère que le dernier paragraphe de l'Article 3, alinéa 1, de cet accord, ne saurait être interprété comme comportant une prise de position quelconque de sa part, à l'égard des questions autres que celles

qui concernent les seuls obligataires de la Compagnie São Paulo – Rio Grande.
Je serais obligé à Votre Excellence de bien vouloir m'accuser réception de la présente communication.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

(Signé) Bernard HARDION
Ambassadeur de France

Son Excellence Monsieur José Carlos de Macedo Soares
Ministre des Relations Extérieures
Palais Itamaraty
Rio de Janeiro

IV

[PORTUGUESE TEXT — TEXTE PORTUGAIS]

DE/DAI/23/821.2(42)(85)

Em 4 maio de 1956

Senhor Embaixador,

Com referência ao Acôrdo de Resgate hoje concluído por troca de notas entre o Ministério das Relações Exteriores e a Embaixada da França, tenho a honra de acusar recebimento da nota de Vossa Excelência, da mesma data e do seguinte teor :

[See letter III — Voir lettre III]

2. Em resposta, informo Vossa Excelência de que o Govêrno brasileiro tomou a devida nota da referida comunicação.

Aproveito a oportunidade para renovar a Vossa Excelência os protestos da minha mais alta consideração.

José Carlos DE MACEDO SOARES

A Sua Excelência o Senhor Bernard Hardion
Embaixador da França

[TRADUCTION — TRANSLATION]

DE/DAI/23/821.2(42)(85)

Le 4 mai 1956

Monsieur l'Ambassadeur,

Me référant à l'Accord de rachat conclu ce jour par échange de notes entre le Ministère des relations extérieures et l'Ambassade de France, j'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence de même date, ainsi conçue :

[*Voir lettre III*]

2. En réponse, je tiens à informer Votre Excellence que le Gouvernement brésilien a pris bonne note de la communication précitée.

Je saisis, etc.

José Carlos DE MACEDO SOARES

Son Excellence Monsieur Bernard Hardion
Ambassadeur de France

[TRANSLATION — TRADUCTION]

No. 4675. EXCHANGE OF LETTERS CONSTITUTING A REDEMPTION AGREEMENT¹ BETWEEN FRANCE AND BRAZIL. RIO DE JANEIRO, 4 MAY 1956

I

EMBASSY OF FRANCE IN BRAZIL

No. 51

Rio de Janeiro, 4 May 1956

Your Excellency,

As a result of conversations which took place at Rio de Janeiro between representatives of the Governments of Brazil and of France and representatives of the Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières, for the purpose of giving final effect to the Agreement of 8 March 1946, as supplemented by the Agreement of 14 July 1951, concerning the redemption of Brazilian public loan bonds issued in France and the solution of financial questions pending between Brazilian public and private bodies and French creditors, I have the honour to confirm the agreement of the Government of France and of the Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières to the following provisions :

Article 1

I. Within fifteen days after the signing of this Agreement, the Government of France shall place at the disposal of the Government of Brazil the sum of 424,497,346 francs (four hundred twenty-four million, four hundred ninety-seven thousand, three hundred forty-six francs) by debiting the account " F-295 Government of Brazil—Agreement of 14 July 1951 ", which shows a balance at present of 1,415,654,957 francs (one thousand four hundred fifteen million, six hundred fifty-four thousand, nine hundred fifty-seven francs), and by crediting the special account " French-Brazilian Redemption Agreement of 1956 ", opened for the purposes of such redemption with the Bank of France, so that the Government of Brazil can, through the Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières and the Bank of Brazil, resume its operations to redeem the bonds still outstanding under the loans of the Federal Union, the States and the Municipalities referred to in the annex.²

II. The Government of Brazil shall be responsible for handling the transactions of this special account and for authorizing the operations necessary to provide the Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières and the Bank of Brazil with funds, which at the end of each month shall be accounted for by these two organizations in a statement submitted to the Government of Brazil.

¹ Came into force on 4 May 1956 by the exchange of the said letters.

² See p. 359 of this volume.

III. The initial sum to be provided to the Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières shall be 100,000,000 francs (one hundred million francs) and shall be supplemented by additional amounts of 50,000,000 francs (fifty million francs) whenever the balance available to the said association is lower than 50,000,000 francs (fifty million francs) according to the monthly statement.

IV. If the sum of 424,497,346 francs (four hundred twenty-four million, four hundred ninety-seven thousand, three hundred forty-six francs) referred to in paragraph I is insufficient for the redemption of the bonds presented, the Government of Brazil shall transfer an additional sum in francs to the credit of the account " French-Brazilian Redemption Agreement of 1956 ", the equivalent amount in cruzeiros being debited, initially, to the account " French-Brazilian Agreement of 1951 " with the Bank of Brazil at Rio de Janeiro.

Article 2

I. For bondholders residing in the franc area, as defined by the payment agreement in force at the present time, the redemption of the loan bonds still outstanding referred to in article 1 shall be made through the Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières at the redemption prices in French francs fixed by the 1946 and 1951 Agreements and referred to in the annex to the present Agreement, the said prices to be multiplied by the revalorization index (2.938542324) applied by the Government of France to the balance in the " Liquidation Fund " account on 8 March 1950 in accordance with the provisions of article 7, paragraphs (b) and (c), of the first redemption agreement. For bondholders residing outside the franc area, payment shall be made in cruzeiros in Brazil, through the Bank of Brazil, and the conversion of the French francs into cruzeiros shall be effected at the official rate in force on the date on which the present Agreement is signed.

II. The redemption price shall apply to the bonds as accompanied by all coupons which have become due but have not been paid and all coupons which have not yet become due.

III. Redemptions made under the conditions referred to above shall be debited to the funds referred to in Article 1, paragraph II, over a period of two years from the date on which this Agreement is signed. Upon the expiration of that period, the balance remaining in the account " French-Brazilian Redemption Agreement of 1956 " and the balance available to the Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières shall forthwith be transferred by the Bank of France to Rio de Janeiro through the free account of the Bank of Brazil.

IV. The Government of Brazil agrees to redeem in cruzeiros in Brazil over a three-year period and at prices not exceeding those fixed by this Agreement any bonds not presented during the period specified in the preceding paragraph.

V. The Government of Brazil shall pay the Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières and the Bank of Brazil the usual commission and expenses required for giving effect to this Agreement and shall debit such payments to the account " French-Brazilian Redemption Agreement of 1956 ".

VI. It shall be the responsibility of the Brazilian Ministry of Finance, through the Technical Council on Finance and Economy, to work out with the Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières the redemption procedures referred to in this article, and the said Council and the National Accounting Office shall be responsible for supervising the utilization of the funds remaining in France on the closing date of the "Liquidation Fund" account set up under the Redemption Agreement of 8 March 1946. The Ministries of Finance and of Foreign Affairs shall take the necessary steps for the verification and incineration of the redeemed bonds.

Article 3

I. In view of the present impossibility of agreement between the parties directly concerned, the Government of Brazil and the Government of France shall sign two *compromis d'arbitrage* as a means of determining :

- (1) The amount of compensation owed by the Federal Government for the nationalization of the Companhia Port of Pará;
- (2) The present redemption value of the 5 per cent bonds with a face value of 500 francs (five hundred francs) issued by the Companhia Estrada de Ferro São Paulo - Rio Grande and still outstanding.

The first *compromis d'arbitrage* shall be signed within sixty days after the Government of France notifies the Government of Brazil of the authorization of the Companhia Port of Pará.

The second *compromis d'arbitrage* shall be signed within sixty days after the Government of France notifies the Government of Brazil of the authorization of the representatives of the bondholders of the Companhia Estrada de Ferro São Paulo - Rio Grande and of a formal statement by the said company to the effect that it has taken note of the arrangements made for the direct settlement by the Government of Brazil of the aforementioned bonded debt, which, according to Legislative Decree No. 2073 of 8 March 1940, is the only one recognized by the Government of Brazil.

II. Each *compromis d'arbitrage* shall set out the names of the arbitrators, the exact nature of the questions submitted for their consideration and the terms of remuneration, the amount of which shall be deducted from the sum to be paid to the Companhia Port of Pará and to the bondholders of the Companhia Estrada de Ferro São Paulo - Rio Grande. The arbitrators shall meet at Rio de Janeiro within thirty days after their appointment.

III. The Brazilian Ministry of Finance, through its legal and technical organs, shall facilitate the access of the arbitrators to the necessary records and documents.

IV. In the event that the two arbitrators for each question are unable to reach an agreement within 120 days after their appointment, the Governments of Brazil and of France shall, by mutual agreement and in the course of the following month, appoint a third arbitrator-conciliator. If the two Governments cannot agree on the choice of an arbitrator-conciliator, they shall request the President of the International Court of Justice to appoint a third arbitrator within a period of sixty days.

V. The third arbitrator shall endeavour to bring about an agreement between the first two arbitrators, but if a solution cannot be reached by conciliation, he shall announce his own final decision within 180 days after his appointment.

VI. As soon as the final decisions referred to in the foregoing paragraph have been reached, the Government of Brazil shall request the Legislative Power to grant the budgetary appropriations necessary for their execution.

VII. It is understood that the arbitrators appointed to settle the question of the Companhia Estrada de Ferro São Paulo — Rio Grande may at their option, within forty-five days after their appointment, decide on the advisability of fixing an instalment to be applied against the final compensation awarded to the bondholders.

In accordance with the provisions of Legislative Decree No. 2073 of 8 March 1940 and of the previous Agreements of 1946 and 1951, the funds needed for the payment of this instalment shall be drawn from the balance of 991,157,611 francs (nine hundred ninety-one million, one hundred fifty-seven thousand, six hundred eleven francs) then remaining in the account " F-295 — Government of Brazil—Agreement of 14 July 1951 " with the Bank of France, the said payment, which shall be certified by affixing a stamp to the bonds, to be effected by a banking institution selected by the Government of Brazil with the agreement of the Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières, and the entire transaction to be supervised by representatives of the Government of Brazil.

The Government of Brazil shall be responsible for handling the transactions of the account " F-295—Government of Brazil—Agreement of 14 July 1951 " and for authorizing, for the purposes of this paragraph, the transfers necessary to provide the Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières with funds, the initial payment to be 200,000,000 francs (two hundred million francs) and to be supplemented by additional payments of 100,000,000 francs (one hundred million francs) whenever the balance available to the said association is lower than 100,000,000 francs (one hundred million francs) according to the statement that is submitted.

Article 4

Having regard to the arrangements made with the Office of Nationalized Undertakings for the settlement of debts amounting, as regards the principal, to a total of 5,683,245.90 cruzeiros (five million, six hundred eighty-three thousand, two hundred forty-five cruzeiros, ninety centavos) and owed by the said Office to the Chase National Bank of the City of New York and to the Brazil Railway Company and one of its subsidiaries, viz., the Companhia do Pôrto do Rio de Janeiro, the Government of Brazil undertakes, with a view to the payment of the said debts under the conditions provided for in the " Statement on the delivery of bonds " dated 28 October 1949 and signed by the Office of Nationalized Undertakings, to take the necessary action so that a request for the relevant appropriation will be submitted to the Legislative Power by 1 July 1956 if by that date the said Office has not settled the debts aforesaid.

Article 5

The Government of France shall do everything in its power to ensure that the *compromis d'arbitrage* which was signed on 10 April 1952 and is intended as a means of determining the redemption value of the bonds of the Companhia Estrada de Ferro Vitória a Minas, which are referred to in Legislative Decree No. 4352 of 1 June 1952, is given effect within eighteen months after the date on which the present Agreement is signed.

Article 6

The Government of France and the Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières undertake not to support any future claims not based on this Agreement which the holders of bonds referred to in the annex or any of the companies or bondholders referred to in the preceding articles might attempt to enforce against the Government of Brazil or any other Brazilian public authority.

This letter and Your Excellency's letter of the same date worded in the same terms shall constitute the Agreement between our two Governments on the matters in question.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Bernard HARDION
Ambassador of France to Brazil

His Excellency Mr. José Carlos de Macedo Soares
Minister of Foreign Affairs
Itamaraty Palace
Rio de Janeiro

BRAZILIAN FOREIGN DEBT
(Union, States, Municipalities)

Loans in French Francs

		<i>Value in francs</i>	
		<i>Total outstanding</i>	<i>Redemption price per bond</i>
1. Union	1909	17,610,000	2,500
2. Union	1910	34,305,000	2,500
3. Union	1911	27,615,000	2,500
4. Union - G.	1916	13,850,000	2,500
5. Union - V.M.	1922	13,850,000	2,500
6. Union Itapura-Corumbá	1908/9	10,133,000	500
7. Union - Funding 20 years	1931	14,805,450	*1,000
8. Union - Funding 40 years	1931	24,704,680	*800
9. Amazonas	1906	12,865,050	275
10. Amazonas	1915	4,379,475	150
11. Maranhão	1910	3,803,400	600
12. Ceará	1910	3,347,500	650
13. Rio Grande do Norte	1910	1,400,500	500
14. Pernambuco	1909	7,677,900	900
15. Alagoas	1909	3,266,450	275
16. Bahia	1888	1,619,000	500
17. Bahia	1910	7,338,600	600
18. Espírito Santo	1908	1,208,625	825
19. Paraná	1905	1,266,300	900
20. Paraná	1913	2,023,700	700
21. Paraná	1916	855,000	300
22. Minas Gerais	1907	1,912,500	1,500
23. Minas Gerais	1910	8,480,000	1,000
24. Minas Gerais	1911	4,374,000	1,000
25. Minas Gerais	1916	2,244,000	500
26. Salvador	1905	4,293,500	500

* Price of 500-franc bond.

II

DE/DAI/22/821.2(85)

4 May 1956

Your Excellency,

As a result of conversations which took place at Rio de Janeiro between representatives of the Governments of France and of Brazil and representatives of the Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières, for the purpose of giving final effect to the Agreement of 8 March 1946, as supplemented by the Agreement of 14 July 1951, concerning the redemption of Brazilian public loan bonds issued in France and the solution of financial questions pending between Brazilian public and private bodies and French creditors, I have the honour to inform Your Excellency of the agreement of the Government of Brazil to the following provisions :

[See letter I]

I have the honour to be, etc.

José Carlos DE MACEDA SOARES

His Excellency Mr. Bernard Hardion
Ambassador of France

III

EMBASSY OF FRANCE IN BRAZIL

No. 52

Rio de Janeiro, 4 May 1956

Your Excellency,

By an exchange of letters of today's date, the Governments of Brazil and of France have concluded an arrangement which, *inter alia*, establishes an arbitration procedure for determining the value for redemption by the Government of Brazil of the 5 per cent bonds with a face value of 500 francs issued by the Companhia Estrada de Ferro São Paulo-Rio Grande and still outstanding.

The Government of France considers that the provisions of article 3, paragraph I, final sub-paragraph, of this Agreement may not be interpreted to mean that it has taken any position whatsoever with regard to questions other than those concerning the bondholders of the Companhia Estrada de Ferro São Paulo-Rio Grande.

I should be grateful if Your Excellency would acknowledge receipt of this communication.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Bernard HARDION
Ambassador of France

His Excellency Mr. José Carlos de Maceda Soares
Minister of Foreign Affairs
Itamaraty Palace
Rio de Janeiro

IV

DE/DAI/23/821.2(42)(85)

4 May 1956

Your Excellency,

With reference to the Redemption Agreement concluded today by an exchange of letters between the Ministry of Foreign Affairs and the Embassy of France, I have the honour to acknowledge receipt of your letter of the same date reading as follows :

[See letter III]

2. I wish to inform Your Excellency in reply that the Government of Brazil has taken due note of the above-mentioned communication.

I have the honour to be, etc.

José Carlos DE MACEDA SOARES

His Excellency Mr. Bernard Hardion
Ambassador of France

